

20210924 Médiapart

<http://blogs.mediapart.fr/edition/bordeaux-sur-garonne/article/240921/pas-de-pitie-pour-les-jeunes-migrants>

En accès libre blog mediapart : <http://blogs.mediapart.fr/edition/bordeaux-sur-garonne/article/240921/pas-de-pitie-pour-les-jeunes-migrants>

Pas de pitié pour les jeunes migrants

- 24 sept. 2021
- Par [patrick rodel](#)
- Édition : [Bordeaux sur Garonne](#)

Je reprends le papier de Jordan Dutrieux paru, hier, dans Rue89Bordeaux. Où l'on voit comment un collectif de bénévoles a pendant deux ans accompli ce devoir d'accueil de gamins ayant fui une situation sans avenir dans leurs pays d'origine, devoir dont nous nous abstensions en dépit des beaux principes affichés. Où l'on voit aussi l'obstination aveugle et impitoyable d'une administration qui, du département à la préfecture, rivalise d'indifférence devant ce que vont devenir ces jeunes. Devant la générosité des uns, les CRS des autres.

"La nuit fut courte pour les 39 occupants du [Kabako, squat accueillant de jeunes réfugiés à Bordeaux](#). La veille, ils ont appris leur évacuation de l'immeuble situé au 63 rue Camille-Godard à Bordeaux. Celle-ci fait suite à [une décision de justice après une procédure enclenchée par le Département de la Gironde](#), le propriétaire des lieux. Dans un communiqué ce jeudi, la collectivité dit travailler « au lancement dans ces locaux d'un accueil de jour de femmes seules avec enfant et de femmes victimes de violence ». 8h, quatre camions de CRS se positionnent devant l'entrée. Un tronçon de la rue Camille-Godard est bloqué par les forces de l'ordre. L'évacuation du Kabako commence sous surveillance d'un huissier et sous le bruit d'un tam-tam d'une étudiante venue soutenir les jeunes avant d'aller en cours.

Comme elle, des militants pour l'accueil des migrants, syndicalistes CGT ou encore CNT et autres associatifs ont répondu à l'appel du Collectif du Kabako relayé sur les [réseaux sociaux](#) la veille. A l'image de cette infirmière à la retraite venue dès potron-minet de Cenon, tenant une pancarte sur laquelle on peut lire : « Les droits des enfants s'arrêtent-ils aux frontières ? »

Le squat du Kabako rue Camille-Godard a été évacué à 8h ce jeudi 23 septembre (JD/Rue89 Bordeaux) 200 jeunes accueillis depuis juin 2020

Sous ses yeux, les jeunes réfugiés sortent du squat au compte-gouttes. Déboutés par le département, ils ont engagé une procédure pour que leur minorité soit reconnue devant le juge pour enfants. Ils sont 34 au Kabako. Les autres occupants viennent juste d'arriver en France et sont partis avant l'évacuation, direction le Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF). Le service est chargé de l'évaluation de l'âge des mineurs non accompagnés en Gironde [depuis février 2021](#).

« Ils ont été refoulés plusieurs jours de suite par le CDEF, alors que le département doit accueillir de manière inconditionnelle et immédiate tous les jeunes qui se présentent en

tant que mineurs », constate Vincent, membre du collectif du Kabako. Le Département de son côté a tenu à réagir et assure qu'un tel cas de figure est impossible.

« Les jeunes ici viennent beaucoup d'Afrique subsaharienne : Guinée, Côte d'Ivoire, Mali, Gambie, Sénégal », poursuit Vincent.

« Entre les jeunes qui ne sont pas encore passés par l'évaluation du Cedef et ceux en voie de recours, on a eu plus de 200 personnes sur les quatorze mois de squat », complète Claire, autre militante du collectif. Pour elle l'expulsion des lieux est intenable :

« Quand les jeunes nous demandent : où est-ce qu'on va aller, on ne peut pas leur donner de réponses. »

Des réponses attendues également par tous les défenseurs du Kabako. Si l'évacuation se déroule dans le calme, les échanges sont plus houleux entre les soutiens des jeunes d'un côté et la directrice de cabinet de la Préfecture de Gironde et la représentante de la protection de l'enfance du Département, de l'autre.

« Pas de solution pérenne »

Considérés comme majeur par les services du conseil départemental, les jeunes en voie de recours vont être pris en charge par l'Etat, leur rappelle Delphine Balsa, la directrice de cabinet de la Préfecture. Elle assure que chacun sera placé « en hébergement d'urgence pour quelques jours le temps que leur situation soit connue et examinée par les services du département et de l'Etat ». La procédure peut durer de 2 à 3 mois, et les membres du collectif du Kabako s'inquiètent.

« On veut que tous les jeunes soient logés jusqu'à la fin de leur recours, que ce soit par la Préfecture ou le Département », martèle Vincent.

En fin de matinée, la préfecture de Gironde a annoncé dans un communiqué que « des solutions d'hébergement ont été proposées aux 26 personnes qui étaient sur place. Un mineur a été pris en charge par le conseil départemental de la Gironde. Les 25 autres [...] pris en charge par l'hébergement d'urgence (115). »

« Il y a aucune réponse concrète qui va au-delà d'un hébergement d'urgence, on est dans l'application de la loi. Le Département et la Préfecture se renvoient la balle comme depuis des années. C'est le troisième squat de mineurs en voie de recours expulsé et à chaque fois il n'y a pas de solution pérenne », déplore de son côté Vincent.

Le collectif du Kabako a demandé une réunion avec les services de la Préfecture et du Département, qu'il a obtenue. « La bataille pour faire reconnaître la situation des mineurs en recours continue », insistent ses membres qui ont lancé un appel à rassemblement vendredi 24 septembre devant l'hôtel du Département. "